

**Discours de Mme Yaël Braun-Pivet,
Présidente de l'Assemblée nationale**

**Ouverture de la Matinale de l'économie sur le thème
« Le financement de la défense : relever le défi »**

Jeudi 15 mai 2025 - Galerie des Fêtes

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs les députés, chers collègues,

Monsieur le Directeur général des Journées de l'économie,

Madame la Présidente du jury de l'Association française
de science économique,

Mesdames et Messieurs les membres du jury,

Mesdames et Messieurs les économistes et experts,

Mesdames, Messieurs,

« Pour soutenir la guerre, trois choses sont nécessaires: premièrement de l'argent, secondement de l'argent, troisièmement de l'argent » martelait déjà, au XV^e siècle, le maréchal Jacques de Trivulce à son roi Louis XII.

Hier comme aujourd'hui, l'argent demeure, en effet, l'éternel *« nerf de la guerre »*.

Mais aujourd'hui, cette question ancienne résonne avec une acuité brûlante et une urgence stridente.

Car le monde d'hier s'effondre sous nos yeux. La douce torpeur des « dividendes de la paix » s'est dissipée devant le retour brutal du tragique. Nous sommes entrés dans une ère belligène — celle de la violation décomplexée du droit international.

Cette bascule géopolitique est une profonde source de préoccupation et d'angoisse pour nos compatriotes. Partout sur le territoire, j'entends, je ressens cette inquiétude. Sur le terrain, nos concitoyens m'interpellent de plus en plus sur la menace de guerre ; ils veulent savoir si nous sommes prêts.

Si la France est prête.

Si l'Europe est prête.

Lors de mes deux déplacements en Ukraine, à Kyiv, à Tchernihiv, à Odessa, auprès des populations endeuillées et bombardées, j'ai mesuré ce que signifie concrètement le retour de la guerre sur notre continent.

Mais j'ai aussi admiré la dignité d'un peuple qui combat, debout et fier, pour sa souveraineté et sa liberté.

Une liberté qui se paie au prix fort. Celui du sang, bien sûr. Mais celui aussi des finances : car le budget de la défense ukrainien culmine à 34 % du PIB, la charge la plus élevée au monde.

**

Face à ce retour du tragique, la France détient un atout maître : nous avons été précurseurs. Dès 2017 en effet, notre pays a tourné la page des dividendes de la paix.

En 8 ans, le budget dévolu à nos armées a progressé de 57 %. **La Loi de Programmation militaire 2024-2030** sanctuarise et amplifie cet effort, avec 413 milliards d'euros prévus sur 7 ans. Au total, le budget de notre Défense aura plus que doublé d'ici 2030.¹

Ainsi, malgré un contexte budgétaire tendu, ce sont chaque année plus de 3 milliards supplémentaires que nous consacrons à notre défense.

Ces budgets, votés par notre Assemblée, tirent aussi les leçons des « retex » d'Ukraine. Le budget 2025 prévoit par exemple 27 % de ressources supplémentaires pour reconstituer nos stocks de munitions.

Et je veux le souligner : notre Assemblée, singulièrement nos **commissions de la défense nationale et des forces armées et des finances**, dont je salue les membres présents, ont su voter des budgets conformes à la LPM et contrôler avec exigence et vigilance sa bonne exécution. Car dans cette maison du peuple, nous veillons à ce que tout denier public soit justifié, optimisé, maximisé.

**

Mais face à l'isolationnisme trumpiste et à la menace poutinienne, il faut le dire sans détour : **les 2 % du PIB n'apparaissent plus comme un plafond, mais comme un plancher.**

¹ Trajectoire LPM. 2017 : 32,1 md€ hors pensions // 2025 : 50,5 md€ hors pensions (+ 57 %) // 2030 : 67,4 md€ hors pensions (+ 110 %). Le réalisé a été conforme jusqu'à présent à la trajectoire de la LPM
SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

La question se pose par conséquent : faut-il aller à 3 ou 3,5 % du PIB consacré à la Défense, comme évoqué par le Président de la République, contre 2,1 % aujourd'hui ?

Faut-il aller encore plus loin ? Comment financer cet effort, et surtout pour quelle vision stratégique et quel modèle d'armée ?

Cette question est au cœur de notre débat public.

Et c'est une priorité que je saisis aussi à bras le corps. Mes déplacements réguliers auprès de nos forces armées, récemment à Toulon et Brest, pour rencontrer nos marins et sous-mariniers, et bientôt à Castres auprès du 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine, me permettent de constater l'excellence et l'engagement exceptionnel de nos militaires. Mais aussi de mesurer les besoins impérieux de notre montée en cadence et en puissance.

**

C'est pourquoi les questions qui seront posées lors de ce débat seront cruciales.

Où et comment mobiliser de nouvelles ressources ? Alors que Bpifrance créera dans les prochains mois un fonds dédié de 450 M€ ouvert aux particuliers, comment mieux associer les Français et les épargnants au financement de leur base industrielle et technologique de défense ?

Comment aussi maximiser les synergies avec le plan « **Re-arm Europe** », présenté par la Commission européenne et prévoyant jusqu'à 800 milliards d'investissements ?

Surtout, quel modèle de défense voulons-nous financer ? Une armée de pointe ou une armée de masse ? Autrement dit : le drone à 20 000 € n'est-il pas préférable à un missile antiaérien Aster à 2 millions d'euros pièce, ou à un porte-avions nouvelle-génération à plus de 10 milliards ?

Enfin, comment garantir tant la soutenabilité que l'acceptabilité de ces investissements pour nos concitoyens ? **Jusqu'où peut-on aller sans choisir entre les obus et la Sécu ? Entre les Rafales et les retraites ?**

**

C'est pour répondre à ces questions que nous avons réuni un panel de qualité.

Je remercie les économistes et experts qui nourriront notre réflexion. Et je remercie Jean-Marc Vittori, qui modèrera nos échanges.

J'ai souhaité accueillir de nouveau cette Matinale de l'économie, car cet évènement incarne ce que je veux pour notre Assemblée.

Une **Assemblée ouverte** aux chercheurs, aux économistes, à la société civile.

Une **Assemblée ouverte** aussi aux grands débats de notre temps, qui croise les regards pour mieux éclairer le débat public – celui qui se tranche à quelques pas d'ici, dans l'hémicycle.

Je salue enfin les députés qui participent à cette table ronde.

- **Madame Marietta Karamanli**, membre de la commission des lois, vice-présidente du Groupe d'études « Industries de défense » à l'Assemblée, et fine connaisseuse des arcanes européennes ;

- Et **Monsieur Christophe Plassard**, auteur d'un rapport d'information remarqué – et remarquable – sur l'économie de guerre. Il anticipait des pistes au cœur de nos discussions : la création d'un plan d'épargne défense, ou des incitations fiscales pour mobiliser l'investissement privé vers nos PME de défense.

**

Mais avant de vous céder la parole, permettez-moi de souligner que cette Matinale est aussi l'occasion de célébrer l'excellence de la recherche économique.

Dans un instant, nous remettons le Prix AFSE du meilleur livre d'économie. Sans dévoiler le palmarès, je félicite tous les auteurs finalistes, ainsi que les lauréats, pour la finesse et la justesse de leurs travaux.

**

Mesdames, Messieurs,

En 1940, un certain Keynes publiait un opuscule intitulé *Comment financer la guerre*. Il y posait ce diagnostic limpide, que je vous livre : « *Sur le front économique, nous manquons non de ressources matérielles, mais de lucidité et de courage* ».

Messieurs, Mesdames, l'heure du courage et de la lucidité est venue. Je vous remercie et déclare ouverte cette Matinale de l'économie.